

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 13 AVRIL 2010

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-
MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., LEURIDANT G., ROBETTE-DELPUTTE F.,
VANDERKEL A., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

La Présidente excuse l'absence des membres suivants : SENECAUT M, DELHAYE-
DEBAUQUE I et MULLER L.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 09 MARS 2010 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 09 mars
2010 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 29 MARS 2010 - INFORMATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 29 mars 2010, à savoir : un solde débiteur de
544.104,33.

3. FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES – COMPTE 2009 – AVIS

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, le Compte 2009 de la Fabrique d'église
Saint Martin à Herchies.

4. MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DU SERVICE ORDINAIRE DU BUDGET 2010 DE LA SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE – AVIS

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, la modification budgétaire n°1 du service
ordinaire du budget 2010 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique.

**5. OCTROI ET CONTROLE DES SUBVENTIONS OU DES AIDES OCTROYEES
PAR LA COMMUNE AUX DIFFERENTES ASSOCIATIONS, SOCIETES ET
A.S.B.L. LOCALES DE L'ENTITE – DELEGATION AU COLLEGE COMMUNAL
- APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE demande la parole à la Présidente et donne lecture d'une note au nom du groupe CDH du Conseil Communal : voir annexe.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que diverses Associations, Sociétés et Asbls à caractère social, culturel et sportif agissant sur le territoire de la commune de Jurbise sollicitent régulièrement des aides matérielles, financières, logistiques et humaines dans le cadre de l'organisation d'activités ;

Attendu que ces demandes doivent être prises en compte tant au niveau budgétaire de la Commune qu'au niveau financier de ces diverses associations, sociétés et Asbls ;

Attendu que les autorités communales doivent approuver ces diverses aides et subventions par application de l'article L3122-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu que pour faciliter le traitement des demandes d'aides matérielles, logistiques, financières et humaines, il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal la gestion et l'organisation de ces aides ;

Attendu que le Collège Communal s'engage à lister les aides annuelles octroyées pendant l'exercice budgétaire et de transmettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

Attendu que la décision de délégation au Collège Communal sera accordée pour les exercices 2010 à 2012 inclus ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE :

Par 16 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention

Article 1er : De donner délégation au Collège Communal pour la gestion et l'organisation des aides financières, matérielles, logistiques, humaines octroyées aux différentes Associations, Sociétés et Asbls locales pour les exercices 2010 à 2012.

Article 2 : D'approuver le principe d'établir une liste reprenant les différentes Associations Sociétés et Asbls bénéficiant d'aide et d'annexer cette liste aux comptes communaux pour approbation par le Conseil Communal.

Article 3 : De transmettre la présente résolution, par application de l'article L3122-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à l'autorité de Tutelle et au Receveur Communal.

6. MARCHE PUBLIC – MP 2010-21-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D’UN COORDINATEUR SANTE ET SECURITE POUR LES TRAVAUX DE SECURISATION ANTI-INCENDIE ET ANTI-INTRUSION DES BATIMENTS COMMUNAUX ET DU C.P.A.S. – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l’arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l’arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le [Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-21-SG-RP pour le marché ayant pour objet “[Désignation d’un coordinateur sécurité et santé \(projet et réalisation\) pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS](#)”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Désignation d’un coordinateur sécurité et santé \(projet et réalisation\) pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS](#)”, le montant estimé s’élève à 2.500,00 € hors TVA ou 3.025,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104, 722, 762,764 /73360.2010 (n° de projet 20100006, 20100033, 20100039, 20100045) ainsi qu'aux budgets ordinaire et extraordinaire du CPAS de l'exercice 2010, articles 8351/733-51, 8351/211-01 et 8351/911.01;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-21-SG-RP et le montant estimé du marché ayant pour objet "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 2.500,00 € hors TVA ou 3.025,00 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104, 722, 762,764 /73360.2010 (n° de projet 20100006, 20100033, 20100039, 20100045) ainsi qu'aux budgets ordinaire et extraordinaire du CPAS de l'exercice 2010, articles 8351/733-51, 8351/211-01 et 8351/911.01.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. MARCHE PUBLIC – MP 2010-08-SG-GU RELATIF A L'ENLEVEMENT ET A L'EVACUATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX ET DU C.P.A.S. – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 1](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-08-SG-GU pour le marché ayant pour objet “[Enlèvement et évacuation de matériaux contenant de l'amiante](#)”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Enlèvement et évacuation de matériaux contenant de l'amiante](#)”, le montant estimé s'élève à 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 762/7246020100007.2010 (n° de projet 20100007), ainsi qu'au budget extraordinaire du CPAS, article 8351/723-60.;

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-08-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet “[Enlèvement et évacuation de matériaux contenant de l'amiante](#)”, établis par [le Service Juridique](#). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 762/7246020100007.2010 (n° de projet 20100007).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**8. MARCHE PUBLIC – MP 2010-22-SG-GU RELATIF A LA CONFECTION D'UNE
DALLE DE BETON POUR LE HANGAR VERMEULEN – CONDITIONS, MODE
DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Confection d'une dalle de béton pour le hangar Vermeulen](#)”, le montant estimé s'élève à [17.000,00 € hors TVA ou 20.570,00 €, 21% TVA comprise](#)

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [421/72353:2010014.2010](#) (n° de projet [20100014](#));

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet “[Confection d'une dalle de béton pour le hangar Vermeulen](#)”. Le montant est estimé à [17.000,00 € hors TVA ou 20.570,00 €, 21% TVA comprise](#)

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [421/72353:2010014.2010](#) (n° de projet [20100014](#)).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. MARCHE PUBLIC – MP 2010-24-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE CELLULES ET SOCLES DE COLUMBARIUM – NOUVELLE PROCEDURE DE MARCHE SUITE A L'ARRET DE LA PREMIERE PROCEDURE – CONDITIONS MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-24-SG-GU pour le marché ayant pour objet "[Acquisition de cellules et socles de columbarium](#)";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Acquisition de cellules et socles de columbarium](#)", le montant estimé s'élève à [8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise](#);

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 878/72554:20100057.2010 (n° de projet 20100057);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-24-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition de cellules et socles de columbarium", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 878/72554:20100057.2010 (n° de projet 20100057).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. MARCHE PUBLIC – MP 2010-29-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIEL D'ECLAIRAGE POUR LA SALLE COMMUNALE « JACQUES GALANT » - CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE déplore l'aspect évasif du Cahier spécial des charges.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Acquisition de matériel de sonorisation et d'éclairage pour la salle communale J. Galant](#)”, le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA compris;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [762/74451:20100037.2010](#) (n° de projet [20100037](#)) ;

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

DECIDE par 17 voix pour et une abstention

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet “[Acquisition de matériel de sonorisation et d'éclairage pour la salle communale J. Galant](#)”. Le montant est estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA compris.

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [762/74451:20100037.2010](#) (n° de projet [20100037](#)).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. MARCHE PUBLIC – MP 2010-30-SG-RP RELATIF A L'ACQUISITION DE TROIS BARBECUES POUR LE PARC COMMUNAL – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Acquisition de trois barbecues pour le parc communal](#)”, le montant estimé s'élève à [2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise](#);

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée par facture acceptée](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [764/72154:20100047.2010](#) (n° de projet [20100047](#));

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt et subsides](#) ;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet “[Acquisition de trois barbecues pour le parc communal](#)”. Le montant est estimé à [2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise](#)

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée par facture acceptée](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [764/72154:20100047.2010](#) (n° de projet [20100047](#)).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**12. URBANISME – LOTISSEMENT DE HUITZ LOTS DE TERRAIN A BATIR,
CHEMIN DU RISSOURIS A JURBISE (MASNUY-SAINT-JEAN) – CADASTRE
SECTION D N°204 W8 – CONSTRUCTION D'UNE VOIRIE EN PAVES DE
BETON - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 15 octobre 2009 par le Géomètre Meunier mandaté par Monsieur Faussone et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis chemin du Rissouris à 7050 Masnuy-Saint-Jean cadastré Section D n°204 w8;

Vu le projet porte sur la création de 8 lots comme terrain à bâtir et construction d'une voirie en pavés de béton;

Vu que l'avis du Département de la Nature et Forêt a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 27/11/2009 est favorable moyennant le maintien d'un minimum de 5 arbres de circonférence supérieure à 200cm par terrain à bâtir ;

Vu l'avis favorable conditionnel du service incendie sollicité en date du 26 octobre 2009 et réceptionné en date du 27 novembre 2009 ;

Vu que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 23 novembre 2009 est favorable conditionnel ;

Vu l'enquête publique réalisée du 28/10/2009 au 11/11/2009 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P. : création d'un lotissement de 8 lots à bâtir et construction d'une voirie en pavés de béton;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique 29 lettres de réclamations ont été introduites;

Considérant que celles-ci sont en parties justifiées ;

Vu l'avis favorable conditionnel du 25 janvier 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité qui demande que l'auteur de projet introduise un plan qui reprenne les zones qui resteront boisées ainsi que les arbres à abattre, un complément à la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement afin qu'elle soit plus précise et enfin, un plan adapté aux remarques émises par le Service incendie;

Considérant que le Collège communal, en sa séance du 2 février 2010, a décidé de solliciter les documents précités de l'auteur de projet ;

Vu que le Géomètre a complété la demande de permis de lotir ;

Vu les nouveaux documents présentés qui tiennent compte à la fois de l'avis de la Division Nature et Forêts, du service incendie et de la C.C.A.T.M. ;

Considérant qu'un lotissement, comme l'aurait souhaité certains riverains, à front de voirie aurait « saucissonné » l'ensemble du terrain et le résultat final aurait été que sur une bande de 60 mètres de profondeur longeant le chemin du Rissouris et le chemin de Mons, on aurait purement et simplement assisté à une mise à blanc complète comme c'est malheureusement le cas chez certains réclamants...

Considérant que l'effet recherché dans le projet proposé est justement de maintenir ce front boisé ;

Considérant que les quelques villas existantes dans l'environnement immédiat sont toutes intégrées à l'intérieur d'une zone boisée ;

Considérant que ces maisons sont finalement très peu visibles depuis la route ;
Considérant que c'est l'effet recherché dans le concept de ce lotissement pour s'intégrer au mieux dans l'environnement existant ;

Considérant qu'il en est de même avec la voirie à créer avec non pas une entrée directe sur le chemin du Rissouris mais avec une chicane la rendant totalement invisible ;

Considérant, de plus, que l'option de la voirie pavées Klinkers drainante traduit une volonté du lotisseur de limiter au maximum les rejets des eaux claires dans les réseaux existants ;

Considérant que le lotisseur aurait pu choisir une solution moins onéreuse, à savoir d'asphalter l'ensemble, mais que cela aurait été peu compatible dans un environnement qu'il a voulu préserver ;

Considérant que le projet ainsi conçu maintient volontairement les fossés périmétriques à front des deux voiries sur une longueur de plus de 285 mètres qui seront curés et reprofilés correctement, assurant ainsi les caractéristiques des Bruyères d'avoir un réseau de fossés qui joue un rôle régulateur indéniable dans la rétention et l'évacuation lente des eaux de surface et laissant la biodiversité existante dans et aux abords des fossés (faune et flore) ;

Vu que le lotissement est prévu sur une parcelle d'une superficie totale de 1ha 57 a et 27 ca ;

Vu que les habitations seront de types isolées et implantées sur des parcelles d'une superficie moyenne de 17ares ;

Considérant que les futurs constructeurs seront tenus de respecter le plan des végétations complétant le dossier,

Considérant que ce plan prévoit 40% de zone de déboisement interdit soit une surface de + ou – 6300m² ; 40% de zone dans laquelle les futures propriétaires devront conserver au minimum cinq arbres à hautes tiges de leurs choix situés en fonction de leur projet de construction, de leur accès, et de l'orientation, soit une superficie de + ou – 6300 m²;

Considérant que seules 20% de la zone seront totalement déboisés soit une superficie de + ou – 3127m²;

Considérant que les déboisements seront donc réduits au minimum et localisés essentiellement dans l'emprise de la future voirie et dans l'emprise des zones de bâtisses ;

Considérant que le projet est compatible avec la destination de la zone ;

Vu la décision du Collège communal du 1/03/2010 ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide :

Par 17 voix pour et 1 abstention

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant l'avis du service incendie ;
3. en respectant l'avis du Département de la Nature et Forêts ;
4. en respectant l'avis de la C.C.A.T.M. ;
5. en respectant les nouveaux plans introduits par le demandeur ;

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

13. EMPRUNTS STRUCTURES DEXIA – PRECISIONS SUITE A L'EMISSION DE LA RTBF DU 24 MARS 2010 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance des informations relatives à l'émission diffusée sur la RTBF le 24 mars 2010 concernant les emprunts structures DEXIA.

14. QUESTIONS ORALES

Mademoiselle MORCRETTE questionne l'Echevin des Travaux sur l'état d'avancement du chemin du Prince.

Monsieur HORNY répond que les travaux sont quasi finalisés et que la réception provisoire sera prochainement planifiée.

Mademoiselle MORCRETTE demande que les documents transmis aux conseillers soient imprimés en recto-verso.

Monsieur HALLOT demande à la Présidente de présenter le rapport d'activités de la C.C.A.T.M. lors de la prochaine réunion du Conseil Communal et d'en profiter pour expliquer les critères de sélection des dossiers soumis à l'avis de la Commission.

La Présidente revient sur la proposition du groupe PS quant à un soutien financier en faveur du peuple haïtien. Le Collège Communal a été sollicité dans ce sens par le Ministre en charge des Pouvoirs locaux, Monsieur Paul FURLAN et ce, par un courrier daté du 26 janvier

2010. En séance du Collège Communal du 02 février 2010, il a été décidé de ne pas donner suite à la proposition du Ministre FURLAN, non pas que le Collège Communal ait décidé de se désintéresser de cette cause, mais bien parce que le Conseil Communal des Jeunes avait émis le souhait de développer une démarche caritative orientée en faveur d'Haïti et de prendre en charge avec le soutien du personnel de l'Administration communale, la gestion de cette démarche. C'est ainsi que des vêtements et des jouets ont été récoltés en grande quantité, suite à la participation massive des habitants de l'entité.

Par ailleurs, il a semblé opportun de ne pas adopter une attitude particulière sur une catastrophe déterminée, alors que ce début d'année 2010 a été marqué par une succession de catastrophes, d'accidents graves et d'évènements tragiques qui pourraient justifier l'adoption d'attitudes similaires : Buizingen, Liège, mais également les séismes en Iran et au Chili, l'effondrement d'une mine en Chine ou encore les massacres récurrents ou les guerres inachevées au Congo, au Nigéria, en Somalie, au Pakistan, en Irak et dans d'autres pays d'Afrique.

Pour ces raisons, le Collège Communal a donc décidé de ne pas donner suite à la demande du groupe PS concernant l'aide à Haïti, mais le remercie néanmoins pour cette proposition constructive.

HUIS CLOS

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,